

AVIS DE CONVOCATION

Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire

Le mercredi 3 juin 2009 à 10 heures, au siège de la société
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

Paris, le 5 mai 2009

Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire,

L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des Actionnaires de Peugeot S.A. se tiendra sous la Présidence de Monsieur Thierry Peugeot, président du Conseil de Surveillance, le mercredi 3 juin 2009 à 10 heures au siège de la société.

Cette Assemblée sera l'occasion de vous informer sur l'activité du groupe PSA PEUGEOT CITROËN en 2008, sur ses résultats ainsi que sur les défis auxquels il est confronté. Elle sera également l'occasion d'un débat avec les actionnaires avant le vote des résolutions qui vous sont soumises.

Votre participation est importante. Pour prendre part à cette Assemblée, vous trouverez à cet effet toutes les informations utiles dans les pages qui suivent. Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous accorderez aux résolutions soumises à votre vote.

En espérant vivement vous compter parmi nous, je vous prie d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire, l'assurance de ma considération distinguée.

Roland Vardanega
Président du Directoire

SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	3
COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	5
ORDRE DU JOUR	8
PRÉSENTATION ET PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS	9
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	16
EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2008	23
RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	26
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	27
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS	35

Pour tout renseignement sur la société ou la participation à l'Assemblée,
le service [Relations Actionnaires](#) est à votre disposition :



Par téléphone : Numéro Vert 0800 424 091



Par courrier : PSA PEUGEOT CITROËN
Communication Financière
75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris



Par e-mail : communication.financiere@psa.fr

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'exercice 2008 a été caractérisé par deux semestres bien distincts :

Au premier semestre, le Groupe a développé son activité en ligne avec les objectifs fixés par le Conseil de Surveillance : retrouver la croissance des ventes, poursuivre son développement international et améliorer sa rentabilité. Pour atteindre ces objectifs, l'ensemble de l'entreprise s'est mobilisé autour du plan de compétitivité CAP 2010.

Le premier semestre 2008 a ainsi vu plusieurs avancées :

- renforcement de la présence internationale du Groupe, avec la confirmation de l'implantation d'une usine en Russie à Kaluga et la signature d'un accord avec Mitsubishi sur ce projet, ou encore le lancement de modèles spécifiques sur les marchés prioritaires du Groupe (comme la 207 Mercosur, par exemple) ;
- commercialisation de nouvelles versions de la Peugeot 308 et de la nouvelle Citroën C5, toutes deux reconnues pour leur niveau inégalé de qualité. Poursuite du renouvellement et de l'élargissement de la gamme des véhicules utilitaires avec les nouveaux Partner-Berlingo et Bipper-Nemo ;
- généralisation à l'ensemble de l'entreprise de la démarche managériale **Lean**, initiée dans les activités de fabrication ;
- amplification de la réduction des coûts et amélioration de la rentabilité.

Au cours de cette période, les ventes mondiales du Groupe ont ainsi progressé de 4,6 %, et la marge opérationnelle a atteint 3,7 % du chiffre d'affaires.

À la fin du premier semestre, pendant l'absence de Christian Streiff, Président du Directoire, dûe un incident de santé, Roland Vardanega a assuré la coordination des actions du Directoire, instance collégiale de direction opérationnelle de la gouvernance du Groupe.

La crise économique et financière du second semestre a conduit à une détérioration brutale de l'ensemble des marchés automobiles, avec un fort décrochage des ventes au dernier trimestre (- 21 % en Europe de l'Ouest, - 9 % dans les marchés émergents).

Face à ce retournement profond de conjoncture, le Directoire a redéfini les priorités opérationnelles du Groupe avec :

- une accélération de la mise en œuvre des mesures d'économies prévues dans le cadre du plan CAP 2010 ;

- une gestion extrêmement rigoureuse des liquidités et de la trésorerie du Groupe ;

- une réduction massive de la production mondiale du Groupe au 4^e trimestre (- 26 % par rapport à 2007) afin de s'adapter à l'état des marchés et d'assainir le niveau des stocks au plus vite. Cette dernière mesure a eu un fort impact sur la situation financière du Groupe.

Sur l'ensemble de l'année 2008, le résultat opérationnel courant s'est replié à 550 millions d'euros, soit 1 % du chiffre d'affaires, contre 1 752 millions d'euros et 2,9 % du chiffre d'affaires en 2007. Les charges opérationnelles non courantes se sont élevées à 917 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe est ressorti en perte à - 343 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice.

Le Groupe a, cependant, réalisé des économies de 1,4 milliard d'euros grâce au plan CAP 2010.

Le Groupe a également réussi à :

- préserver sa part de marché européenne à 13,8 % ;
- confirmer son leadership environnemental avec 1,1 million de véhicules vendus émettant moins de 140 g CO₂/km ;
- conforter sa 1^{ère} place sur le segment des véhicules utilitaires en Europe (19,9 % de part de marché).

Début 2009, face aux prévisions d'une faiblesse prolongée des ventes automobiles sur la plupart des grands marchés, le Conseil de Surveillance a plus que jamais le souci de maintenir l'ambition du Groupe : devenir l'un des acteurs majeurs du marché automobile mondial. Au-delà des mesures financières rendues indispensables par la crise, il a été demandé au Directoire de poursuivre les projets automobiles engagés, de préserver le plan produit, et de continuer le développement international du Groupe.

Le Conseil de Surveillance a également jugé nécessaire de renforcer l'exécutif du Groupe. Réuni le 29 mars dernier, il a décidé de mettre fin aux fonctions de Christian Streiff comme membre et président du Directoire. Cette décision grave, lourde et importante a été prise avec la pleine conviction des membres du Conseil que tout en ne remettant pas en question la stratégie annoncée et le plan Cap 2010, un changement de management était nécessaire à la tête du Directoire.

Philippe Varin a été nommé Président du Directoire à compter du 1^{er} juin. Le Conseil de Surveillance remercie vivement Roland Vardanega d'avoir assuré la Présidence du Directoire pendant cette période intermédiaire.

Philippe Varin a assumé d'importantes responsabilités de direction dans l'industrie, au niveau international, y compris dans des contextes de crise. Le Conseil a considéré qu'il disposait des qualités nécessaires pour la mission qui lui a été confiée : mettre en œuvre avec rigueur et détermination tous les moyens permettant au Groupe de traverser la crise en conservant sa capacité de développement, conformément aux orientations à long terme décidées par le Conseil de Surveillance.

Par ailleurs, Jean-Marc Gales a été nommé Membre du Directoire, Directeur de la marque Citroën, à compter du 21 avril. De nationalité luxembourgeoise, M. Gales est doté d'une solide expérience du secteur automobile.

Compte tenu de la gravité du contexte économique, le Conseil de Surveillance a tenu à être informé au plus près de l'évolution de la situation du Groupe et des décisions du Directoire. Ainsi, ses comités spécialisés se sont réunis plus fréquemment en 2008 et début 2009, tel qu'il est mentionné dans le chapitre 16 du document de référence.

Le Conseil de Surveillance s'est lui-même réuni cinq fois au cours de l'exercice 2008. Il a été tenu informé à chacune de ses séances des travaux de l'ensemble de ses comités.

En 2008, le comité stratégique s'est réuni à quatre reprises. Il a traité principalement du plan produit automobile du Groupe, de sa stratégie en Chine, de la stratégie de développement de Gefco et des principales orientations prises pour répondre à la crise financière et économique.

Le comité des rémunérations et des nominations s'est réuni à six reprises, notamment au sujet de la détermination de la partie fixe et de la partie variable de la rémunération du Directoire et de l'attribution d'options d'achat d'actions aux membres du Directoire.

Le comité financier a tenu six réunions. Il a particulièrement suivi, depuis le dernier trimestre de 2008, l'évolution des résultats du Groupe, les prévisions pour l'année 2009, la situation de la trésorerie et le financement des activités industrielles et commerciales, ainsi que celui de la Banque PSA Finance.

Le Conseil de Surveillance a regretté la disparition, le 14 février 2009, de Monsieur Bertrand Peugeot, qui participa à la création du Groupe en 1976, et qui fut président directeur général de Cycles Peugeot, devenu ECIA, et de Peugeot Motocycles. Vice-président du Conseil de Surveillance de 1972 à 1999, il occupait, au sein du Conseil, la fonction de censeur.

Le Conseil de Surveillance soutient l'ensemble des résolutions qui vous sont proposées, à l'exception de la 9^e résolution portant sur une délégation donnée au Directoire de procéder à une ou des augmentation(s) de capital réservée(s) aux salariés.

Plus particulièrement, le Conseil de Surveillance soutient la proposition qui vous est faite de ne pas verser de dividende pour l'année 2008 compte tenu de la situation économique et financière, et afin de consacrer toutes les ressources du Groupe au plan produit et à son développement.

Les 6^e, 7^e et 8^e résolutions portent sur des autorisations données par l'Assemblée de procéder directement ou indirectement à des augmentations de capital. Elles renouvellent des autorisations données il y a deux ans par votre Assemblée et qui viennent à échéance, avec deux modifications : la première porte de 600 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises dans le cadre d'émissions de titres donnant indirectement accès au capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription ; la deuxième modification concerne la possibilité, dans la limite de 20 % du capital social, de procéder à une augmentation de capital avec placement privé, utilisant ainsi la possibilité qui est désormais offerte par la loi.

Ces résolutions ont pour but de permettre à la société de se doter de toutes les flexibilités nécessaires, dans l'environnement financier actuel.

Les résolutions relatives au rachat d'actions, à la réduction de capital par annulation d'actions rachetées n'appellent pas d'observations particulières.

La 11^e résolution relative à une délégation donnée au Directoire pour émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique sur les titres de Peugeot S.A. a pour but de doter la société d'une capacité de réaction dans une telle hypothèse.

Enfin, le Conseil de Surveillance vous propose une modification des statuts de l'entreprise consistant à porter de 5 à 7 membres le nombre maximum de personnes pouvant faire partie du Directoire, ce qui est la limite prévue par la loi pour les sociétés faisant appel public à l'épargne.

Votre Conseil vous engage donc à approuver ces résolutions, à l'exception de celle relative à l'augmentation de capital réservée aux salariés.

2009 sera une année difficile.

Pour affronter la perspective économique morose et des marchés automobiles toujours extrêmement perturbés, PSA PEUGEOT CITROËN dispose cependant d'atouts solides :

- des gammes Peugeot et Citroën, modernes, riches et bien positionnées, notamment en termes de performance environnementale ;
- le maintien d'un rythme de lancement soutenu de nouveaux produits au cours de l'année 2009 (C3 Picasso, 3008), pour une offre toujours plus adaptée aux demandes des clients, et sur tous les marchés.
- enfin, une nouvelle équipe de direction solide et déterminée.

Tous ces avantages permettront au Groupe de traverser le mieux possible la violente crise actuelle tout en préparant l'avenir, afin d'être, le moment venu, l'un des premiers acteurs automobiles mondiaux à retrouver croissance et rentabilité.

COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

Qui peut participer à l'Assemblée ?

Vous pouvez **assister personnellement** à l'Assemblée Générale ou bien **voter par correspondance ou par procuration**.

Les deux conditions requises sont :

- la détention d'actions Peugeot S.A. (quel que soit le nombre en votre possession) ;
- la justification de votre qualité d'actionnaire **au plus tard le vendredi 29 mai 2009 à 0h00**.

Votre participation à l'Assemblée Générale est facilitée

**VOUS N'AVEZ PAS BESOIN D'IMMOBILISER VOS TITRES
POUR PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.**

Si vos actions sont nominatives

(compte nominatif pur ou nominatif administré)

Votre qualité d'actionnaire résulte de l'inscription de vos actions dans le registre des Actionnaires nominatifs tenu par Peugeot S.A.

Vous n'avez donc **aucune démarche particulière** à faire pour apporter cette preuve.

Si vos actions sont au porteur

(compte-titres ou PEA tenus par une banque, une société de Bourse)

Votre qualité d'actionnaire est certifiée par « **l'attestation de participation** » délivrée par la banque ou la société de Bourse gestionnaire de votre compte titres.

Elle atteste que vous êtes bien actionnaire **trois jours ouvrés avant la date de l'Assemblée**.

Votre banque ou votre société de Bourse établira cette attestation et la joindra à votre demande de carte d'admission ou à votre formulaire de vote/procuration, lors de la transmission de votre formulaire à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

En cas de vente de tout ou partie de vos titres, alors que vous auriez déjà effectué les démarches de participation à l'Assemblée, c'est votre banque ou votre société de Bourse qui se chargera de faire annuler votre participation à notre Assemblée.

Quels documents pouvez-vous demander et comment ?

Le document de référence 2008 est à votre disposition sur simple demande.

Vous pouvez demander que le document de référence 2008 vous soit adressé à l'aide de la demande d'envoi de documents page 35. Il vous suffit de joindre la demande de documents dans la même enveloppe que celle utilisée pour demander votre carte d'admission ou pour envoyer le formulaire de vote/procuration.

Vous pouvez également consulter le document de référence 2008 sur le site www.psa-peugeot-citroen.com.

COMMENT TRANSMETTRE VOS QUESTIONS ÉCRITES ?



Par courrier :
PSA PEUGEOT CITROËN
Communication Financière
75, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris



Par e-mail :
communication.financiere@psa.fr

(A accompagner d'une attestation d'inscription en compte).

Comment voter ?

Vous désirez assister à l'Assemblée Générale

Vous devez demander une carte d'admission. Il vous suffit pour cela de cocher la **case A** en partie supérieure du formulaire, de dater et signer en bas du formulaire, d'inscrire vos nom, prénom et adresse en bas à droite du formulaire ou de les vérifier s'ils y figurent déjà.

Pour les actions inscrites au nominatif, vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T, à la Société Générale, Service Émetteur Peugeot S.A.

Pour les actions inscrites au porteur, vous transmettez votre demande à votre banque ou société de Bourse gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

La demande doit être faite le plus tôt possible.

UNE CARTE D'ADMISSION VOUS SERA ADRESSÉE.

Vous ne pouvez pas assister à l'Assemblée Générale

Pour voter, vous avez le choix entre trois options :

1 Voter par correspondance :

- cochez les **cases B et 1** du formulaire ;
- indiquez votre vote ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution.

2 Donner pouvoir au président de l'Assemblée (le président du Conseil de Surveillance) :

- cochez les **cases B et 2** du formulaire ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Vos voix s'ajouteront à celles du président. Celui-ci émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire, et un vote défavorable dans le cas contraire.

3 Donner procuration à votre conjoint ou à un autre actionnaire :

- cochez les **cases B et 3** du formulaire ;
- précisez l'identité (nom, prénom) et l'adresse de la personne qui vous représentera ;
- **datez et signez** en bas du formulaire.

Pour les actions inscrites au nominatif,

vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T, Société Générale, Service Émetteur Peugeot S.A.

Pour les actions inscrites au porteur,

vous transmettez votre formulaire à votre banque ou société de Bourse gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service Émetteur Peugeot S.A.

Comment remplir le formulaire?

Votre choix peut porter sur les possibilités suivantes :

Vous désirez assister à l'Assemblée :

Cochez la **case A**

Vous désirez voter par correspondance ou être représenté à l'Assemblée :

Cochez la **case B** et remplissez l'un des trois cadres ci-dessous

Vous êtes actionnaire au porteur :

Vous devez faire établir une attestation de participation par votre teneur de compte qui la joindra à ce formulaire.

A **B**

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.
QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM
 Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.
 J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

PSA PEUGEOT CITROËN
 Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
 au capital de 234 048 798 €
 Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée
 75116 PARIS
 B 552 100 554 R.C.S. PARIS
 Siret 552 100 554 00021

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
du 3 juin 2009 à 10 heures au siège social de Peugeot S.A.
75, avenue de la Grande-Armée - PARIS 16^e

COMBINED GENERAL MEETING
called on June 3, 2009 at 10 a.m. to the Company's head office Peugeot S.A.
75, avenue de la Grande-Armée - PARIS 16^e

CADRE RÉSERVE / For Company's use only
 Identifiant / Account
 Nominatif Registered
 Nombre d'actions Number of shares
 VS / single vote
 VD / double vote
 Porteur / Bearer
 Nombre de voix / Number of voting rights :

1 **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**
 Cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)
Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, **à l'EXCEPTION** de ceux que je signale en noirissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels **je vote NON** ou je m'abstiens.
 I vote **FOR** all the draft resolutions approved by the Board of Directors **EXCEPT** those indicated by a shaded box - like this ■.
 Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noirissant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.
 On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	Oui / Yes	Non/No	Oui / Yes	Non/No
10	11	12	13	14	15	16	17	18	A		F	
19	20	21	22	23	24	25	26	27	B		G	
28	29	30	31	32	33	34	35	36	C		H	
37	38	39	40	41	42	43	44	45	D		J	
									E		K	

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
 - Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom, / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf.....
 - Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre), / I abstain from voting (is equivalent to a vote against).....
 - Je donne procuration (cf. au verso renvoi 2) à M, M^{me} ou M^{lle} pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (2)) M, M^{me} or Miss / to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
 In order to be considered, this completed form must be returned at the latest :

à la BANQUE / to the Bank 31/05/2009, MAY 31, 2009
 à la SOCIÉTÉ / to the Company 31/05/2009, MAY 31, 2009

2 **JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**
 dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir
 I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING
 date and sign the bottom of the form without completing it
 cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

3 **JE DONNE POUVOIR A :** (soit le conjoint, soit un autre actionnaire - cf. renvoi (2) au verso) **pour me représenter à l'Assemblée**
 // I HEREBY APPOINT (you may give your PROXY either to your spouse or to another shareholder - see reverse (2)) **to represent me at the above mentioned meeting.**
 M, M^{me} ou M^{lle} / Mr, M^{rs} or Miss
 Adresse / Address

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valables que si elles sont directement enregistrées par votre teneur de comptes.
Caution : If you're voting on bearer securities, the present instructions will only be valid if they are directly registered with your custodian bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)
 Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)
 Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Quel que soit votre choix, dater et signez ici.

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà

Date & Signature

Vous désirez voter par correspondance

Cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir au président de l'Assemblée :

Cochez ici.

Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée qui sera présente à l'Assemblée :

Cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.

ORDRE DU JOUR

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Ordinaire

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2008.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2008.
- Affectation du résultat.
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées.
- Autorisation d'un programme de rachat d'actions.

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire

- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription.
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.
- Autorisation donnée au Directoire d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital.
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à une ou des augmentations du capital social réservées aux salariés.
- Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société.
- Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- Modification de l'article 9-I des statuts.

PRÉSENTATION ET PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS

Cinq résolutions sont proposées à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant comme Assemblée Générale Ordinaire et huit résolutions sont soumises à l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale Extraordinaire.

Délibérations à caractère ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2008

PRÉSENTATION

La première résolution soumet à l'approbation des actionnaires les comptes sociaux de l'exercice 2008, qui font ressortir un résultat de 47 527 964 euros.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice écoulé, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux

Comptes approuve les comptes sociaux de l'exercice 2008 qui font ressortir un bénéfice de 47 527 964,43 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2008

PRÉSENTATION

La deuxième résolution soumet à l'approbation des Actionnaires les comptes consolidés de PSA PEUGEOT CITROËN pour 2008, qui font ressortir un résultat de - 343 millions d'euros.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des commentaires du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que du rapport

des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2008, tels qu'ils viennent de lui être présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat

PRÉSENTATION

La troisième résolution porte sur l'affectation du résultat de l'exercice 2008. Le bénéfice sera affecté dans sa totalité au compte report à nouveau dont le solde bénéficiaire sera porté à 762 888 948,49 €. En effet, compte tenu des résultats 2008 et afin d'affecter en priorité les ressources financières au plan produit, au développement du Groupe et au renforcement de sa trésorerie, il est proposé à l'Assemblée de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2008.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2008 s'élevant à 47 527 964,43 € au compte report à nouveau dont le solde bénéficiaire de 715 360 984,06 € sera porté à 762 888 948,49 €.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 2005, 2006 et 2007 les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net
2005	229 146 756	
	Actions de 1 €	1,35 €
2006	228 805 381	
	Actions de 1 €	1,35 €
2007	228 205 584	
	Actions de 1 €	1,50 €

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

PRÉSENTATION

La quatrième résolution concerne la ratification des conventions dites « réglementées » approuvées par le Conseil de Surveillance. Ces conventions sont visées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes qui figure dans le document de référence.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial présenté par les

Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, approuve ce rapport et les opérations qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'un programme de rachat d'actions

PRÉSENTATION

La cinquième résolution soumet à l'autorisation de l'Assemblée Générale un programme de rachat d'actions Peugeot S.A. Cette autorisation serait consentie pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, soit jusqu'au 3 décembre 2010.

Cette autorisation s'appliquerait dans la limite de 16 millions d'actions, correspondant à 6,8 % du capital, avec pour objectif l'attribution d'options d'achat d'actions, la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, la réduction du capital de la société ou le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société. Le prix maximum d'achat serait fixé à 65 euros par action comme la douzième résolution de l'Assemblée Générale du 28 mai 2008.

Cette autorisation remplace celle donnée précédemment par les actionnaires lors de l'Assemblée du 28 mai 2008. La limite est portée à 16 millions d'actions au plus, correspondant au nombre de titres qui pourraient être rachetés compte tenu du plafonnement des titres en autodétention à 10 % du capital et du nombre de titres détenus à fin 2008. Au 31 décembre 2008, le Groupe détenait 7 188 214 actions représentant 3,07 % du capital, dont 6 527 907 actions détenues en couverture des options d'achat consenties et 660 307 actions destinées à couvrir des plans d'options futurs.

Si le Groupe devait utiliser cette autorisation pour d'autres motifs que la couverture des plans d'options futurs, il le ferait en veillant particulièrement au niveau de sa position financière nette. Au cours de l'exercice 2008, 1 345 000 actions ont été acquises à un cours moyen de 32,99 euros, dont 1 345 000 actions ont été affectées à l'adossement du programme d'attribution d'options d'achat d'actions Peugeot S.A. décidé en août 2008.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et aux articles 241-1 à 242-6 du Règlement général AMF, le descriptif de ce nouveau programme sera disponible sur le site Internet www.psa-peugeot-citroen.com, rubrique Actionnaire/Information réglementée AMF, ainsi que le site Internet de l'AMF www.amf-france.org.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport du Directoire, autorise le Directoire à acquérir des actions de la société en vue : (i) de réduire le capital de la société, (ii) de l'attribution d'actions à des salariés de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions, (iii) de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, ou (iv) d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et à toute époque, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le prix maximum d'achat est fixé à 65 € par action.

Le Directoire pourra acquérir au maximum 16 000 000 actions en vertu de la présente autorisation qui lui est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du 3 juin 2009 et qui se substitue, à compter de la présente assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 28 mai 2008.

Délibérations à caractère extraordinaire

Les **sixième et septième résolutions** ont pour objet de renouveler les autorisations précédemment données au Directoire pour permettre le cas échéant de procéder dans

des délais rapides à une augmentation des fonds propres, en fonction des intérêts de la société.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

PRÉSENTATION

La sixième résolution porte sur la possibilité d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital. Les augmentations de capital qui résulteraient le cas échéant, de telles opérations, ne pourraient avoir pour effet de porter le capital social à un montant nominal supérieur à 400 millions d'euros, pour un capital actuel à 234 048 798 euros et le montant nominal maximum des titres créances donnant accès au capital serait limité à 1 500 millions d'euros.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant en application des dispositions de l'article L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de Commerce :

- I. délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider, dans un délai de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale, une ou plusieurs augmentations de capital, à réaliser au moyen de :
 - a. l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions Peugeot S.A. et/ou de toutes valeurs mobilières donnant

accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot S.A., les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères,

b. et/ou l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;

- II. décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, (en ce compris les émissions d'actions à émettre éventuellement pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières précédemment émises) ne pourra avoir pour effet de porter le capital social, actuellement fixé à 234 048 798 €, à un montant supérieur à 400 000 000 €, le montant des primes d'émission et/ou de remboursement n'étant pas compris dans le plafond ci-dessus fixé,
- III. décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 1 500 000 000 € en nominal ;
- IV. décide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription

aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution ;

V. décide :

a. que, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Directoire pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits,

b. qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, les droits formant rompus ne seront pas négociables et les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits, 30 jours au plus tard après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées,

c. qu'en cas d'émission de valeurs mobilières composées, les actionnaires ne disposeront d'aucun droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre au profit des titulaires de ces valeurs mobilières.

La présente délégation se substitue aux délégations conférées au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007 pour toute augmentation de capital.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

PRÉSENTATION

La septième résolution confère au Directoire la possibilité de réaliser des émissions de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital sans droit préférentiel de souscription en faveur des actionnaires, à concurrence des montants susmentionnés. Le Directoire pourra accorder une période de priorité aux actionnaires pour souscrire les actions ainsi émises.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

- I. délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions Peugeot S.A. ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot S.A., qui pourront être réalisées, si le Directoire le juge opportun, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour la totalité du plafond d'augmentation de capital fixé au paragraphe II de la résolution précédente ;
- II. décide que les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, pourront être réalisées soit par des offres au public, soit, dans la limite de 20 % du capital par

an, par des offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, et ce dans les conditions fixées par l'article L. 225-136 du Code de commerce ;

- III. décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 1 500 000 000 € en nominal, ce montant s'imputant sur le plafond fixé au paragraphe III de la résolution précédente ;
- IV. décide que le Directoire pourra instituer au profit des actionnaires, s'il le juge opportun, un droit de priorité pour souscrire les actions émises en vertu de la présente délégation en application des dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce.

La délégation ainsi conférée au Directoire est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et se substitue aux délégations conférées au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007 pour toute augmentation de capital.

L'Assemblée Générale déclare renoncer expressément à l'exercice de ce droit préférentiel de souscription, pour le cas où le Directoire userait de la faculté à lui conférée par la présente résolution, étant précisé que le prix d'émission pour chacune des actions qui seraient créées par souscription, conversion,

échange ou exercice de bons de souscription, sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de la Bourse de Paris précédant sa fixation, diminuée d'une décote maximale de 5 %.

HUITIÈME RÉOLUTION

Autorisation donnée au Directoire d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital

PRÉSENTATION

La huitième résolution autorise le Directoire, dans le respect des plafonds mentionnés dans les sixième et septième résolutions, à augmenter la taille d'une émission de capital qu'il aura décidée en cas de sursouscription. L'augmentation de capital complémentaire devra être réalisée au même prix que celui fixé pour l'émission initiale.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, à augmenter le nombre de titres à émettre, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, pour chacune des émissions décidées en application des sixième et septième résolutions qui précèdent,

et au même prix que celui fixé pour l'émission initiale, dans la limite du plafond global mentionné dans les deux résolutions précédentes.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et se substitue aux autorisations conférées au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007 d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital.

NEUVIÈME RÉOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à une ou des augmentations du capital social réservées aux salariés

PRÉSENTATION

La neuvième résolution résulte de l'obligation faite aux sociétés anonymes par la loi sur l'épargne salariale du 9 février 2001, complétée par la loi de modernisation sociale de janvier 2002, de proposer une augmentation de capital réservée aux salariés. Le Directoire n'est pas favorable à l'adoption de cette résolution, compte tenu de l'existence d'autres dispositifs permettant aux salariés d'accéder au capital à des conditions privilégiées. Il est rappelé à cet égard que le FCP du personnel, qui compte près de 47 000 salariés ou d'anciens salariés du Groupe, représente 2,76 % des actions du Groupe au 31 décembre 2008.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, à augmenter le capital social, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du

travail, et dans la limite d'un montant nominal maximum de 15 000 000 €, par l'émission d'actions réservées aux salariés.

Elle confère tous pouvoirs au Directoire aux fins de fixer souverainement le montant de l'augmentation ou des augmentations de capital dans la limite du plafond autorisé, l'époque de leur réalisation ainsi que les conditions et modalités de chaque augmentation. Il pourra arrêter le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions des articles

L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail, leur mode de libération, les délais de souscription et les modalités de l'exercice du droit de souscription des salariés.

Le Directoire disposera de tous pouvoirs nécessaires pour décider et exécuter tous actes, prendre toutes mesures, procéder à la

modification corrélative des statuts et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation de l'augmentation de capital ainsi autorisée.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société

PRÉSENTATION

La dixième résolution renouvelle l'autorisation du Directoire de procéder à la réduction du capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations à l'annulation des actions de la Société qu'elle détient ou qu'elle pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre de l'autorisation donnée par la cinquième résolution ci-dessus,

dans la limite de dix pour cent du capital de la Société par périodes de vingt-quatre mois.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital.

ONZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la société

PRÉSENTATION

La onzième résolution renouvelle l'autorisation au Directoire, pour une durée de dix-huit mois, d'augmenter ou réduire le capital ou racheter des actions de la société en période d'offre publique sur les titres Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations et délégations consenties en application des dispositions des cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième résolutions qui précèdent.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée et dans les conditions fixées par la loi, à utiliser, en période d'offre

publique portant sur les titres de la société, les délégations de compétence et autorisations données au Directoire à l'effet d'acquiescer des actions Peugeot S.A., d'augmenter ou de réduire le capital social en application des dispositions des cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième résolutions qui précèdent, et ce pour la totalité du montant des délégations et autorisations fixé dans lesdites résolutions.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société

PRÉSENTATION

La douzième résolution propose à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation de compétence au Directoire d'émettre des bons de souscription d'action, dans l'hypothèse d'une offre publique sur les titres de la société Peugeot S.A., qui surviendrait dans les dix-huit mois suivant l'Assemblée Générale et répondrait aux conditions d'application de l'« exception de réciprocité », c'est-à-dire dans le cas où une offre publique serait le fait d'une entité qui elle-même n'aurait pas l'obligation – si elle faisait l'objet d'une offre – d'obtenir l'approbation de l'Assemblée pour prendre des mesures de défense pendant l'offre, ou qui est contrôlée par une entité qui n'applique pas cette obligation.

Le montant maximum prévu pour l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions s'ils étaient émis, est de 160 millions d'euros, ce montant s'imputant sur les augmentations de capital auxquelles le Directoire pourrait procéder en vertu des dispositions des sixième, septième, huitième, neuvième et onzième résolutions qui précèdent. Il est proposé que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis soit fixé à 160 millions de bons.

Les autres caractéristiques des bons et leurs conditions d'exercice seraient déterminées par le Directoire, comme le prévoit la loi. Cette délégation permettrait donc au Directoire d'arrêter, le cas échéant, l'ensemble des conditions et caractéristiques des bons au vu du contenu et des modalités d'une offre publique visant la société.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, délègue au Directoire, en application des dispositions des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en période d'offre publique portant sur les titres de la société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à des actions Peugeot S.A. et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

L'Assemblée Générale fixe à 160 000 000 € le montant de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, ce montant s'imputant sur les augmentations de capital auxquelles le Directoire pourrait procéder en vertu

des dispositions des sixième, septième, huitième, neuvième et onzième résolutions qui précèdent et à 160 000 000 le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente résolution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, dont le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix. Ces bons deviennent caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échouent, deviennent caduques ou sont retirées.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 9-I des statuts

PRÉSENTATION

La treizième résolution propose de modifier l'article 9 I des statuts de la société relatif à la composition du Directoire, lequel serait composé de deux à sept membres.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil de Surveillance et usant de la faculté qui est offerte par l'article L. 225-58 du Code de Commerce, décide de modifier l'article 9 I des statuts comme suit :

Article ancien

« I – La société est dirigée par un Directoire, composé de deux à cinq membres. »

Article nouveau

« I – La société est dirigée par un Directoire composé de deux à sept membres. »

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conseil de surveillance

■ PRÉSIDENT

Thierry Peugeot

■ VICE-PRÉSIDENTS

Jean-Philippe Peugeot

Jean-Louis Silvant

■ MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Marc Friedel

Jean-Louis Masurel

Jean-Paul Parayre

Robert Peugeot

Henri Philippe Reichstul

Marie-Hélène Roncoroni

Geoffroy Roux de Bézieux

Ernest-Antoine Seillière

Joseph F. Toot Jr.

■ CENSEURS

François Michelin

Roland Peugeot

Directoire

■ PRÉSIDENT, DU 30 MARS 2009 AU 31 MAI 2009

Roland Vardanega

■ PRÉSIDENT, À DATER DU 1^{er} JUIN 2009

Philippe Varin

■ MEMBRES DU DIRECTOIRE

Jean-Philippe Collin

Jean-Marc Gales

Grégoire Olivier

Renseignements sur les membres du Conseil de Surveillance

Mandats exercés au 30 avril 2009

THIERRY PEUGEOT

Né le 19 août 1957

Président du Conseil de Surveillance
Président du comité des rémunérations et des nominations
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
19 décembre 2002

Échéance du mandat en cours : 2010

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
900 actions.

Adresse professionnelle : PSA PEUGEOT CITROËN
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Président du Conseil de Surveillance de PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2008, M. Thierry Peugeot est également :

Vice-président d'Établissements Peugeot Frères et Directeur général délégué

Administrateur de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP, LFPF – La Française de Participations Financières, Société Anonyme de Participations – SAPAR, Immeubles et Participations de l'Est, Faurecia, Compagnie Industrielle de Delle, Air Liquide.

Représentant permanent de la Compagnie Industrielle de Delle au Conseil d'Administration de LISI.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Président d'Immeubles et Participation de l'Est.

Administrateur d'AMC Promotion.

Gérant de la SCI du Doubs.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Thierry Peugeot a exercé des fonctions de directeur général d'entreprises, notamment du secteur automobile, et possède une expérience de gestion de sociétés à l'étranger.

JEAN-PHILIPPE PEUGEOT

Né le 7 mai 1953

Vice-président du Conseil de Surveillance
Président du comité stratégique
Membre du comité des rémunérations et des nominations

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
150 actions.

Adresse professionnelle : Établissements Peugeot Frères
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Vice-président du Conseil de Surveillance de PSA PEUGEOT CITROËN Président d'Établissements Peugeot Frères

Au 31 décembre 2008, M. Jean-Philippe Peugeot est également :

Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP. Administrateur de LFPF – La Française de Participations Financières, Immeubles et Participations de l'Est, Linedata Services.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Président du Conseil d'Administration de Nutrition et Communication SAS.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Philippe Peugeot a effectué toute sa carrière chez Automobiles Peugeot.

Il a notamment été directeur d'une filiale commerciale d'Automobiles Peugeot pendant huit ans et directeur de Peugeot Parc Alliance pendant quatre ans.

JEAN-LOUIS SILVANT

Né le 7 février 1938

Vice-président du Conseil de Surveillance
Membre du comité stratégique
Membre du comité des rémunérations et des nominations

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
24 mai 2006

Échéance du mandat en cours : 2012

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
150 actions.

Adresse professionnelle : La Martinerie -
35, rue de la Fontaine - 37370 Neuville-le-Roi - France

Vice-président du Conseil de Surveillance de PSA PEUGEOT CITROËN Ancien membre du comité exécutif de PSA PEUGEOT CITROËN

Au 31 décembre 2008, M. Jean-Louis Silvant est également :

Président de la Closerie des Tilleuls.

Gérant de Silvant-Invest. Administrateur de Peugeot Suisse, Résidéal Santé.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Directeur général puis directeur général délégué de Peugeot Citroën Automobiles.

Président du Conseil d'Administration de Peugeot Suisse.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Louis Silvant a intégré le groupe PSA PEUGEOT CITROËN en 1961. Il a occupé de nombreux postes de direction, notamment dans les domaines de la production des ressources humaines et des Études, a été directeur général adjoint de la société Peugeot de 1992 à 1998 et membre du comité exécutif du groupe PSA PEUGEOT CITROËN de 1998 à 2002.

MARC FRIEDEL

Né le 21 juillet 1948

Membre du Conseil de Surveillance
Membre du comité financier

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
26 juin 1996

Échéance du mandat en cours : 2014

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
150 actions.

Adresse professionnelle : 1, rue Ballu - 75009 Paris - France

Consultant**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

Représentant permanent de Sofinaction (Groupe CIC) au Conseil d'Administration de la Société Nancéenne Varin-Bernier (SNVB).
Membre du Conseil de Surveillance des Presses Universitaires de France.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Marc Friedel a été président directeur général, de 1989 à 1999, de la société Berger-Levrault, société cotée à la Bourse de Paris.

JEAN-LOUIS MASUREL

Né le 18 septembre 1940

Membre du Conseil de Surveillance
Membre du comité financier

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
27 août 1987

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
600 actions.

Adresse professionnelle : Arcos Investissement -
10 A, rue de la Paix - 75002 Paris - France

Président d'Arcos Investissement**Au 31 décembre 2008, M. Jean-Louis Masurel est également :**

Vice-président du Conseil de Surveillance de Oudart S.A.
Administrateur de la Société des Bains de Mer (Monaco), Compagnie de Transports Financière et Immobilière – Cotrafi, Oudart Gestion S.A., Gondrand (filiale de Cotrafi), Banque J. Safra (Monaco).
Membre du Conseil de Surveillance de 21 Centrale Partners S.A.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Aucun.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Louis Masurel a exercé les fonctions de vice-président directeur général de Moët-Hennessy puis de LVMH de 1983 à 1989. Depuis 1995, il est administrateur et président du comité financier de la Société des Bains de Mer (Monaco).

JEAN-PAUL PARAYRE

Né le 5 juillet 1937

Membre du Conseil de Surveillance
Président du comité financier
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :
11 décembre 1984

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
41 396 actions.

Adresse professionnelle : 203, avenue de Molière -
1050 Bruxelles - Belgique

Président du Conseil de Surveillance de Vallourec**Au 31 décembre 2008, M. Jean-Paul Parayre est également :**

Président du Conseil de Surveillance de Stena Maritime.
Administrateur de Bolloré S.A., SNEF.
Gérant B Stena International Sarl.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de SDV Cameroun, Stena Line, Seabulk, Sea-invest France, Carillion plc, Stena International BV.
Membre du Conseil Consultatif de V&M do Brasil.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Paul Parayre a exercé plusieurs fonctions de direction dans des groupes industriels et de services. Entre 1977 et 1984, il préside le Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN. Entre 1984 et 1990, il est directeur général puis président du Directoire de Dumez avant de devenir vice-président directeur général de Lyonnaise des Eaux Dumez de 1990 à 1992. Il intègre le groupe Bolloré en 1994 en tant que vice-président directeur général jusqu'en 1999. Il occupe également la fonction de président directeur général de Saga entre 1996 et 1999.

ROBERT PEUGEOT

Né le 25 avril 1950

Membre du Conseil de Surveillance
Membre du comité stratégique
Membre du comité financier

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
150 actions.

Adresse professionnelle : FFP -

75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Président directeur général de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP**Ancien membre du comité exécutif de PSA PEUGEOT CITROËN****Au 31 décembre 2008, M. Robert Peugeot est également :**

Président du Conseil d'Administration de Simante, SL.

Membre du Conseil de Surveillance d'Hermès International.

Administrateur de B-1998 SL, FCC Construcción S.A., Établissements

Peugeot Frères, Imerys, Immeubles et Participations de l'Est, LFPF – La

Française de Participations Financières, Sanef, Holding Reignier S.A., WRG

– Waste Recycling Group Limited, Alpine Holding, Faurecia.

Gérant de CHP Gestion, Rodom.

Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance de Zodiac.

Représentant statutaire de FFP, à la Financière Guiraud.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Membre du Conseil de Surveillance du groupe Taittinger, Citroën Deutschland Aktiengesellschaft et d'Aviva France.

Administrateur de l'IFP (Institut Français du Pétrole), Société du Louvre,

Peugeot Automobiles United Kingdom Ltd, Citroën Danemark A/S,

Fomentos de Construcciones y Contratas S.A. FCC, Aviva Participations,

GIE de recherche et d'études PSA Renault, Citroën UK Ltd.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Robert Peugeot a été membre du comité exécutif du groupe PSA PEUGEOT CITROËN et a exercé les fonctions de directeur innovation et qualité de PSA PEUGEOT CITROËN entre 1998 et 2007. Depuis 2002, il est également président directeur général de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP.

HENRI PHILIPPE REICHSTUL

Né le 12 avril 1949

Membre du Conseil de Surveillance
Membre du comité stratégique

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
25 actions.

Adresse professionnelle : Av Pedroso de Morais, n° 1553,
8th floor, 05419-001 - São Paulo, SP - Brasil

Président directeur général de Brenco, Companhia Brasileira de Energia Renovavel**Au 31 décembre 2008, M. Henri Philippe Reichstul est également :**

Administrateur de Prisma Energy International, Repsol YPF S.A.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de TAM – Linhas Aéreas S.A., Holdings/Vivo, Pao de Açucar Group.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé en économie de l'université de São Paulo, postgraduate work à Oxford, puis professeur d'économie dans l'enseignement supérieur, M. Henri Philippe Reichstul a exercé au Brésil plusieurs postes au sein de la haute fonction publique avant d'occuper divers postes de président et administrateur de sociétés, dont la présidence de Petrobras (1999-2001).

MARIE-HÉLÈNE RONCORONI

Née le 17 novembre 1960

Membre du Conseil de Surveillance
Membre du comité financier

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

2 juin 1999

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
150 actions.

Adresse professionnelle : FFP -

75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP**Au 31 décembre 2008, Mme Marie-Hélène Roncoroni est également :**

Administrateur de LFPF – La Française de Participations Financières, Société Anonyme de Participations – SAPAR, Établissements Peugeot Frères, Immeubles et Participations de l'Est, SIMANTE SL.

Représentant permanent de Société Anonyme de Participation – SAPAR au Conseil d'Administration de la Société des Immeubles de Franche-Comté, de Immeubles de Franche-Comté au Conseil d'Administration de la société Anonyme Comtoise de Participation, de la société Assurances Mutuelles de France au Conseil d'Administration d'Azur – GMF Mutuelles d'Assurances Associées.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Représentant permanent de Covéa Ré aux Conseils d'Administration de MMA Iard Assurances Mutuelles, MMA Vie Assurances Mutuelles, MMA IARD S.A., MMA Vie S.A. et MMA Coopérations.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

Mme Marie-Hélène Roncoroni a débuté sa carrière dans un cabinet d'audit anglo-saxon avant d'occuper des fonctions à la direction financière du groupe PSA PEUGEOT CITROËN durant 7 années.

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX

Né le 31 mai 1962

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :**

1 000 actions.

Adresse professionnelle : Virgin Mobile France -

40, boulevard Henri Sellier - 92150 Suresnes

Président de Virgin Mobile France**Au 31 décembre 2008, M. Geoffroy Roux de Bézieux est également :**

Membre du Conseil de Surveillance de Seloger.com.

Administrateur de Parrot.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de Nocibé, Fromagers Plus, Micromania, Budget Telecom.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Geoffroy Roux de Bézieux a exercé diverses fonctions au sein du groupe L'Oréal de 1986 à 1996. Il est le président fondateur de The Phone House, premier réseau indépendant de vente de téléphones mobiles, revendu à Carphone Warehouse dont il a été directeur général Europe (2000-2003), puis Chief Operating Officer (2003-2006). Il est depuis 2006 président fondateur de Virgin Mobile. Il est également président de l'association CroissancePlus depuis 2005.

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE

Né le 20 décembre 1937

Membre du Conseil de Surveillance

Membre du comité stratégique

Membre du comité des rémunérations et des nominations

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

22 juin 1994

Échéance du mandat en cours : 2012**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :**

600 actions.

Adresse professionnelle : Wendel Investissement -

89, rue Taitbout - 75009 Paris - France

Président du Conseil de Surveillance de Wendel**Au 31 décembre 2008, M. Ernest-Antoine Seillière est également :**

Président du Conseil d'Administration et directeur général de Société Lorraine de Participations Sidérurgiques - SLPS.

Président du Conseil de Surveillance de Oranje - Nassau Groep B.V.

Membre du Conseil de Surveillance de Bureau Veritas, Editis Holding, Gras-Savoie, Hermès International S.A.

Administrateur de Legrand et Sofisamc (Suisse).

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Président directeur général de CGIP, Marine-Wendel, Legrand Holding. Vice-président du Conseil d'Administration de Cap Gemini.

Administrateur d'Editis.

Représentant permanent de Sofiservice au Conseil d'Administration de Bureau Veritas.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Ernest-Antoine Seillière a exercé divers postes de président et administrateur de sociétés.

JOSEPH F. TOOT JR.

Né le 13 juin 1935

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance :

24 mai 2000

Échéance du mandat en cours : 2012**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :**

150 actions.

Adresse professionnelle : The Timken Company -

1835 Dueber Ave. - SW P.O. Box 6928 Canton, OH 44706-0926 - United States

Ancien Chief Executive Officer de The Timken Company**Au 31 décembre 2008, M. Joseph F. Toot Jr. est également :**

Administrateur de Rockwell Automation, Rockwell Collins, The Timken Company.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Aucun.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

Ancien Chief Executive Officer de The Timken Company.

FRANÇOIS MICHELIN

Né le 15 juin 1926

Censeur

Date du premier mandat censeur au Conseil de Surveillance :

25 juillet 2006

Échéance du mandat en cours : 2012**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :**

150 actions.

Adresse professionnelle : Pardevi -

23, place des Carmes Déchaux - 63040 Clermont-Ferrand - France

Président de Participation et Développement Industriels S.A. - Pardevi**Au 31 décembre 2008, M. François Michelin est également :**

Gérant associé indéfiniment responsable de la Compagnie Financière Michelin (Suisse).

Vice-président de l'ANSA.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Gérant commandité de : Compagnie Générale des Établissements Michelin (CGEM), Manufacture Française des Pneumatiques Michelin (MFPN). Associé indéfiniment responsable de Michelin Reifenwerke (MRW).

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

Durant sa période à la gérance de la CGEM, Michelin est devenu l'un des trois premiers manufacturiers mondiaux alors qu'il était au dixième rang mondial.

ROLAND PEUGEOT

Né le 20 mars 1926

Censeur

**Date du premier mandat de censeur
au Conseil de Surveillance :** 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
20 041 actions.

Adresse professionnelle : Établissements Peugeot Frères -
75, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Président d'honneur d'Établissements Peugeot Frères**Au 31 décembre 2008, M. Roland Peugeot est également :**

Président d'honneur du Football Club Sochaux Montbéliard – FCSM.
Représentant permanent d'Établissements Peugeot Frères au Conseil
d'Administration de LFPF – La Française de Participations Financières.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Administrateur de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Roland Peugeot a occupé plusieurs postes de président à l'intérieur du
groupe PSA PEUGEOT CITROËN, et notamment la présidence du Conseil
de Surveillance de 1972 à 1998. Il a été membre du Conseil d'Administration
d'Automobiles Peugeot de 1982 à 1996.

Renseignements sur les membres du Directoire

Mandats exercés au 30 avril 2009

ROLAND VARDANEGA

Né le 27 juin 1943

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire : 6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
0 action.

**Monsieur Roland Vardanega a été nommé président
du Directoire à compter du 30 mars 2009 et laissera cette
présidence à Monsieur Philippe Varin le 1^{er} juin 2009.**

Adresse professionnelle : PSA PEUGEOT CITROËN -
Centre technique Vélizy A - Route de Gisy -
78140 Vélizy-Villacoublay - France

**Membre du Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN
Directeur technique et industriel****Au 31 décembre 2008, M. Roland Vardanega est également :**

Président de Peugeot Citroën Automoviles Portugal SA.
Administrateur de Esso – SAF, Peugeot Citroën Automobiles, Peugeot
Citroën Automoviles España SA, Peugeot Citroën Automoviles Portugal SA,
Résidence de Chantilly, Résidéal Santé, la Closerie des Tilleuls.
Mandataire de la Gérance de Société Mécanique Automobile de l'Est,
Peugeot Citroën Poissy, Peugeot Citroën Sochaux SNC, Peugeot Citroën
Mulhouse SNC, Peugeot Citroën Aulnay, Peugeot Citroën Rennes, Peugeot
Citroën Mécanique du Nord Ouest, Peugeot Citroën Mécanique de l'Est.
Gérant de Vardanega Invest.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Président de Societa Europea Veicoli Leggeri-Sevel Spa, Peugeot Citroën
Automobiles UK Ltd, la Closerie des Tilleuls.
Administrateur de Société Européenne de Véhicules Légers du Nord-
Sevelnord.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Roland Vardanega a intégré le groupe PSA PEUGEOT CITROËN en 1967.
Il a occupé de nombreux postes de direction, notamment dans les domaines
de la production et des ressources humaines, et a été membre du comité
exécutif du groupe PSA PEUGEOT CITROËN de 1998 à 2007.

PHILIPPE VARIN

Né le 8 août 1952

Président du Directoire, à dater du 1^{er} juin 2009Date du premier mandat au Directoire : 1^{er} juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2011

Adresse professionnelle : PSA PEUGEOT CITROËN -
75, Avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Président du Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

Directeur de Tata Steel Europe Limited, Tata Steel Limited, Tata Steel UK Limited

Membre du Comité Exécutif de World Steel Association

Directeur non exécutif de BG Group PLC

Président de European Confederation of Iron and Steel Industries (Eurofer)

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Philippe Varin a accompli toute sa carrière au sein de deux grands groupes internationaux, Péchinay et Corus. Il rejoint Péchinay en 1978 où il y occupe différents postes de responsabilité dans tous les domaines de l'entreprise (recherche, contrôle de gestion, stratégie, direction de projet), jusqu'à sa nomination comme Directeur de la Division Rhenalu, en 1995, puis Directeur du secteur Alumimium et membre du Comité Exécutif en 1999.

Appelé en avril 2003 à Londres, à la tête du groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus, alors en difficulté, il conduit le redressement de l'entreprise tant sur le plan industriel que sur le plan financier. Pour répondre à la consolidation de l'industrie sidérurgique et pour assurer les conditions de la poursuite du développement du groupe, il organise avec succès le rapprochement de Corus et de Tata Steel en mars 2007. Il reste alors deux ans à la tête du groupe Tata Steel pour en mener à bien l'intégration.

GRÉGOIRE OLIVIER

Né le 19 octobre 1960

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire :

6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
0 action.

Adresse professionnelle : PSA PEUGEOT CITROËN ADN -
Route Nationale 118 - 78140 Vélizy-Villacoublay - France

Membre du Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN
Directeur des Programmes

Au 31 décembre 2008, M. Grégoire Olivier est également :

Administrateur de Peugeot Citroën Automobiles.

Membre du Conseil de Surveillance de Wendel.

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Président du Conseil d'Administration et directeur général de Faurecia.

Président directeur général de Sagem Communication.

Président du Directoire de Sagem.

Membre du Directoire de Safran.

Vice-président du comité de direction de Club Sagem.

Administrateur de Snecma, Sagem Défense et Sécurité, Imerys.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Grégoire Olivier a exercé plusieurs fonctions de direction générale au sein d'entreprises industrielles.

JEAN-PHILIPPE COLLIN

Né le 25 mai 1956

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire :

1^{er} janvier 2008

Échéance du mandat en cours : 2011

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2008 :
0 action.

Adresse professionnelle : Automobiles Peugeot -
75, Avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris - France

Membre du Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN
Directeur général de la société Automobiles Peugeot**M. Jean-Philippe Collin est également :**

Administrateur de Peugeot Motocycles et de Peugeot España.

Représentant permanent d'Automobiles Peugeot au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance.

Mandat expiré au cours des cinq derniers exercices :

Président directeur général de Keymro.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Philippe Collin a occupé plusieurs fonctions de responsabilité dans le domaine de la technologie, de la qualité et des achats chez IBM, Valeo puis Thomson avant de devenir, en 2004, directeur des achats du groupe PSA PEUGEOT CITROËN. Il devient membre du Comité de Direction Élargi du groupe en février 2007. Il sera ensuite nommé directeur général d'Automobiles Peugeot et membre du Directoire le 1^{er} janvier 2008.

JEAN-MARC GALES

Né le 16 août 1962

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire :

21 avril 2009

Échéance du mandat en cours : 2011

Adresse professionnelle : Automobiles Citroën -
Immeuble Colisée III - 12, rue Fructidor - 75017 Paris - France

Membre du Directoire de PSA PEUGEOT CITROËN
Directeur général de la société Automobiles Citroën

Au 30 avril 2009, M. Jean-Marc Gales est également :

Administrateur de la société Automobiles Citroën

Président de la société Citer SA

Représentant permanent d'Automobiles Citroën au Conseil d'Administration de Banque PSA Finance.

Expertise et expérience professionnelle complémentaire :

M. Jean-Marc Gales a fait l'essentiel de sa carrière dans l'automobile, notamment chez Volkswagen, General Motor et BMW.

EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2008

Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Faits marquants

- **Maintien de la part de marché dans le monde à 5 %, en Europe Occidentale à 13,8 %.**
- **Ventes mondiales en baisse de 4,9 % à 3 260 388 unités.**
- **Chiffre d'affaires en retrait de 7,4 % à 54 356 millions d'euros.**
- **Résultat opérationnel courant à 550 millions d'euros.**
- **Marge opérationnelle à 1 % du Chiffre d'affaires.**
- **Charges opérationnelles non récurrentes de 917 millions d'euros.**
- **Résultat net part du Groupe en perte à - 343 millions d'euros.**
- **Économies de 1 414 millions d'euros grâce au plan CAP 2010.**
- **Arrêts de production au 4e trimestre afin de réduire les stocks.**
- **Lancement du plan CASH 2009 : gestion de la trésorerie.**

L'année 2008 a été marquée par deux semestres bien distincts :

- un 1^{er} semestre de croissance où les ventes mondiales (+ 4,6 %) et la marge opérationnelle (3,7 % du CA) du Groupe

ont connu une nette progression, en ligne avec le programme Cap 2010 ;

- un 2nd semestre marqué par l'effondrement des marchés automobiles et l'augmentation du niveau des stocks. En conséquence, le Groupe a massivement réduit sa production au 4^e trimestre et privilégié la baisse des stocks du réseau indépendant. Ces deux mesures ont eu un fort impact négatif sur la rentabilité du Groupe.

En 2008, le Groupe a cependant réalisé des économies de 1,414 milliard d'euros grâce au programme de compétitivité CAP 2010.

Dans un contexte très défavorable, le Groupe a également réussi à préserver sa part de marché en s'appuyant sur ses points forts :

- un rythme record de lancements de nouveaux modèles ;
- des modèles à succès affichant un niveau de qualité record (Peugeot 308, Citroën C5) ;
- un leadership environnemental confirmé avec 1,1 million de véhicules vendus émettant moins de 140 g CO₂/km ;
- un leadership incontesté sur le segment des VUL avec une part de marché de 19,9 % en Europe.

Les chiffres

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe ressort à 54 356 millions d'euros, en recul de 7,4 % par rapport aux 58 676 millions d'euros de 2007. Après un premier semestre en légère hausse (+ 0,7 %), le chiffre d'affaires a connu une forte baisse au second semestre 2008, entraînée par la chute des marchés automobiles

dans le monde entier et par une évolution des ventes vers des voitures plus petites.

Le chiffre d'affaires de la division Automobile ressort à 41 643 millions d'euros, soit une baisse de 8,5 %. Le Groupe enregistre une baisse de ses ventes mondiales de 4,9 % à 3 260 388 unités.

Le chiffre d'affaires de Faurecia atteint 12 011 millions d'euros en 2008, en recul de 5,1 % par rapport à 2007 (12 661 millions d'euros).

Gefco réalise un chiffre d'affaires stable à 3 536 millions d'euros en 2008, soit une baisse de seulement 0,5 % par rapport à 2007 (3 554 millions d'euros).

Banque PSA Finance réalise une bonne performance avec un chiffre d'affaires de 2 088 millions d'euros en 2008, en hausse de 4,5 % par rapport à 2007.

Résultats

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'inscrit en repli, à 550 millions d'euros, contre 1 752 millions d'euros en 2007. Après une augmentation de 32,4 % au premier semestre, le résultat opérationnel courant du second semestre est négatif, du fait de l'effondrement des volumes vendus et de la moindre absorption des coûts fixes consécutive aux arrêts de production. Après une progression continue au premier semestre, la marge opérationnelle courante s'est établie à 1 % en fin d'exercice. La dynamique de réduction des coûts impulsée par CAP 2010 s'est poursuivie pour atteindre 1 414 millions en année pleine.

Le résultat opérationnel courant de Faurecia s'établit à 91 millions d'euros contre 121 millions d'euros en 2007.

Gefco enregistre un résultat opérationnel courant de 127 millions d'euros grâce à une meilleure maîtrise des coûts et des plans d'actions rapides, qui lui ont permis de compenser partiellement l'augmentation des prix de carburant au cours des neuf premiers mois de l'année et le ralentissement de la production chez les clients.

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance est en recul à 557 millions d'euros contre 608 millions d'euros en 2007.

Les charges opérationnelles non courantes s'élèvent à 917 millions d'euros. Face à l'effondrement sans précédent des marchés automobiles, de nouveaux plans de restructuration ont été lancés, dans la division Automobile et chez Faurecia, pour un coût total de 512 millions d'euros. En outre, pour faire face à l'impact du recul de la demande et dans la perspective de nouvelles baisses, des provisions exceptionnelles pour dépréciations (division Automobile) et des dépréciations d'actifs (activité Intérieur Véhicule de Faurecia) ont été comptabilisées, pour un total de 405 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe ressort en perte de - 343 millions d'euros pour l'exercice.

Position financière nette

La position financière nette ressort à - 2 906 millions d'euros au 31 décembre 2008*. Le cash flow opérationnel s'élève à 2 380 millions pour l'exercice*. Toutefois, après une génération de cash flow libre positive au premier semestre, la baisse de la production due à l'effondrement des marchés automobiles et l'augmentation du niveau des stocks se sont traduits par une croissance importante du besoin en fonds de roulement au second semestre. En 2008, les investissements et la R&D capitalisée se sont élevés à 3,8 milliards d'euros. En conséquence, le Groupe a enregistré un cash flow libre négatif de - 3 764 millions d'euros.

Le Groupe dispose d'une structure financière solide. Les capitaux propres s'élèvent à 13 277 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le taux d'endettement du Groupe est de 22 %, ce qui lui laisse une marge de manœuvre confortable en matière d'endettement.

PSA PEUGEOT CITROËN

(nombre de véhicules)

	2007	2008
Ventes mondiales	3 428 366	3 260 388

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

(millions d'euros)

	2007	2008
Automobile	45 519	41 643
Faurecia	12 661	12 011
Gefco	3 554	3 536
Banque PSA Finance	1 999	2 088
Autres activités et Éliminations interactivités	(5 057)	(4 922)
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	58 676	54 356

* Sociétés industrielles et commerciales.

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

<i>(millions d'euros)</i>	2007	2008
Résultat opérationnel courant	1 752	550
Résultat opérationnel	1 120	(367)
Résultat net consolidé	826	(500)
Résultat net, part du groupe	885	(343)

FINANCEMENT ET SITUATION FINANCIÈRE

<i>(millions d'euros)</i>	2007	2008
Marge brute d'autofinancement*	3 515	2 380
Investissements (hors R&D)*	2 079	2 156
Position financière nette*	1 404	(2 906)
Capitaux propres	14 555	13 277

* Des sociétés industrielles et commerciales.

EFFECTIFS

	2007	2008
Effectifs inscrits (monde)	207 800	201 700

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)	2008	2007	2006	2005	2004
I - SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
a - Capital social ⁽¹⁾	234 048 798	234 280 298	234 618 266	234 618 266	243 109 146
b - Nombre d'actions émises	234 048 798	234 280 298	234 618 266	234 618 266	243 109 146
II - RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE					
a - Produits des activités courantes hors taxes	638 330 276	837 261 848	777 903 611	957 902 589	1 091 639 443
b - Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	518 965 886	740 999 549	730 770 923	818 698 967	949 166 548
c - Participation des salariés (charge de l'exercice)	-	-	-	-	-
d - Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	121 708 369	67 780 191	130 753 783	64 458 584	103 617 707
e - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	47 527 964	525 580 339	747 728 148	904 989 653	1 031 594 676
f - Dividendes	-	351 420 447	316 734 659	316 734 659	328 197 347
III - RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION ⁽³⁾					
a - Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amort et provisions	2,74	3,45	3,67	3,76	4,33
b - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,20	2,24	3,19	3,86	4,24
c - Dividende attribué à chaque action :					
- Dividende net distribué	-	1,50	1,35	1,35	1,35
- Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
Revenu global	-	-	-	-	-
IV - PERSONNEL					
a - Effectif moyen des salariés	355	390	453	480	495
b - Montant de la masse salariale	38 514 763	37 018 614	38 983 986	40 292 304	38 075 578
c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	15 865 706	18 133 174	14 338 277	18 890 052	17 475 520

(1) Entre 2004 et 2008, les mouvements sur le capital résultent de l'annulation d'actions suite à leur rachat en bourse.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, Articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95%. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

(3) A compter des dividendes perçus en 2005, l'avoir fiscal est supprimé et remplacé par un crédit d'impôt.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1J de l'annexe qui précise les incidences de la première application au 1^{er} janvier 2008 du règlement n° 2008-15 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux plans d'options d'achat d'actions.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

CHANGEMENTS COMPTABLES :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

RÈGLES, PRINCIPES ET ESTIMATIONS COMPTABLES :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en notes 1C, 1D et 1F de l'annexe et constate des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, comme précisé en notes 3, 5 et 7 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de leur prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci, compte-tenu des précisions apportées, par renvoi au rapport de gestion de la société cotée Foncière, Financière

et de Participations – FFP, sur les rémunérations et avantages versés par les sociétés du groupe familial Peugeot à certains mandataires sociaux de votre société.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Mazars
Loïc Wallaert

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 2 de l'annexe qui précise les reclassements opérés au compte de résultat consolidé entre les rubriques de Chiffre d'affaires, de Coûts des biens et services vendus et de Frais généraux et commerciaux. Ce changement de présentation comptable n'a aucune incidence sur le résultat net consolidé ni sur les capitaux propres des exercices présentés.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant fortement sur le secteur automobile et également caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- le tableau de flux de trésorerie consolidés faisant apparaître une diminution significative de la trésorerie sur l'exercice 2008, nous nous sommes assurés que l'annexe fournit une information appropriée sur la situation financière actuelle et prévisible de la société ainsi que sur sa gestion du risque de liquidité de ses différentes activités (Notes 37.1.F et 38) ;
- dans le cadre de notre appréciation des principes et méthodes comptables appliqués par votre société, nous avons, notamment, examiné les modalités d'inscription à l'actif et d'amortissement des frais de développement décrites en Note 1.11 A et les modalités de traitement comptable des ventes de véhicules neufs avec clause de rachat (Note 1.5.A.a) ;
- comme indiqué dans la Note 1.10, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an selon les modalités précisées en

Note 1.13, qui concernent également les autres éléments de l'actif immobilisé. En 2008, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation des actifs affectés à deux Unités Génératrices de Trésorerie de la division Automobile (Note 9.1) et de certains actifs de la division Équipement automobile (Groupe Faurecia) (Note 9.2), notamment l'intégralité des écarts d'acquisition résiduels de l'activité Intérieur Véhicule. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 13 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars
Loïc Wallaert

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice 2008

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance au cours de l'exercice 2008.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Prêt consenti par Peugeot SA à sa filiale Faurecia

Le Conseil de Surveillance de Peugeot SA a autorisé lors de sa séance du 21 octobre 2008 l'octroi d'un prêt au profit de sa filiale Faurecia pour un montant maximum de 250 millions d'euros aux mêmes conditions de taux d'intérêt et de durée (deux tranches de trois et cinq ans) que le crédit bancaire accordé à Faurecia.

Au 31 décembre 2008, le montant utilisé par Faurecia s'élève à 194 millions d'euros. Le montant des intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2008 s'élève à 363 milliers d'euros.

Messieurs Robert et Thierry Peugeot étaient intéressés à cette convention lors de son autorisation en leur qualité de membres du Conseil de Surveillance de Peugeot SA et en leur qualité de membres du Conseil d'Administration de Faurecia.

Engagements pris au bénéfice des mandataires sociaux

Nous vous rappelons que notre rapport spécial du 21 avril 2008 faisait déjà état des conventions suivantes relatives aux engagements pris envers les membres du directoire en fonction à cette date (Messieurs Streiff, Olivier, Collin, Michel et Vardanega), lesquelles ont été approuvées par les assemblées générales du 23 mai 2007 et du 28 mai 2008 :

- Octroi à chacun des membres du directoire du bénéfice de la convention d'assurance collective souscrite pour les cadres dirigeants du groupe afin de compléter les régimes de retraite obligatoires et conventionnels jusqu'à un plafond de 50% d'une rémunération de référence égale à la moyenne des rémunérations brutes, part variable incluse, des trois meilleures années au cours des cinq dernières années d'activité de chaque bénéficiaire. Le bénéfice de ce régime n'est cependant acquis qu'à la condition d'avoir occupé une fonction de cadre dirigeant dans le groupe pendant au moins 5 ans, notamment.
- A l'issue du mandat de membre du directoire de la société, le contrat de travail de chaque membre du directoire avec Peugeot SA, suspendu pendant la durée dudit mandat, retrouve ses effets avec une rémunération portée à un montant égal à la somme de la dernière rémunération fixe annuelle et de la moyenne des trois dernières rémunérations variables, la durée passée à l'exercice du mandat social étant considérée par ailleurs comme durée de présence dans l'entreprise pour calculer l'ancienneté au titre du contrat de travail. En application des dispositions de l'article 225-42-1 du Code de commerce, cette disposition est soumise à la

condition de l'obtention effective par le membre du directoire retrouvant le bénéfice de son contrat de travail d'une prime variable moyenne sur la durée de son mandat au moins égale à 60% de la moyenne de sa rémunération fixe calculée sur la même période.

Conventions et engagements précédemment approuvés dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2008

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, précédemment approuvés, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Mise en œuvre en 2008 des engagements pris au bénéfice des mandataires sociaux.

Les conventions relatives aux engagements pris au bénéfice des cinq membres du directoire désignés, ci-avant, n'ont pas eu d'application directe au cours de l'exercice 2008. En effet, Monsieur Gilles Michel ayant démissionné de ses fonctions avec effet au 31 décembre 2008, son contrat de travail antérieur n'a pas retrouvé ses effets et aucune rémunération additionnelle ne lui a été versée au titre de son départ. Il ne bénéficiera pas non plus de la convention d'assurance collective souscrite pour les cadres dirigeants du groupe afin de compléter les régimes de retraite obligatoires et conventionnels.

Ces conventions se poursuivent pour les quatre autres membres du directoire en fonction au 31 décembre 2008.

Avals, cautions et garanties

Nous résumons, ci-dessous, sous forme de tableau, les avals, cautions et garanties antérieurement donnés par votre société, en y indiquant le montant des encours au 31 décembre 2008 et les rémunérations perçues au cours de l'exercice.

Nature	Bénéficiaire de la garantie	Bénéficiaire du Prêt	Montant initial du prêt dans sa devise d'origine	En cours sous garantie au 31.12.08	Rémunération au cours de l'exercice
Caution solidaire et irrévocable et garantie par nantissement de titres	B.E.I	GIE Vulcain Energie	1 300 000 000 FRF	14 000 000 GBP	31 412 €
Caution solidaire et irrévocable	JBIC	TPCA	78 750 000 €	78 750 000 €	47 283 €
Caution solidaire et irrévocable	JBIC	TPCA	78 750 000 €	26 250 000 €	39 139 €

Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe

Les sommes reçues au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du groupe se sont élevées pour l'exercice 2008 à 88 415 834 euros.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars
Loïc Wallaert

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de Surveillance

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président du Conseil de Surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion de risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président comporte les autres informations requises à l'article L.225-68 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 13 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Mazars
Loïc Wallaert

Rapport des Commissaires aux Comptes relatif à l'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société (12^e résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission, en une ou plusieurs fois, à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, dans le cadre de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, votre compétence à l'effet de :

- décider l'émission de bons soumis au régime de l'article L. 233-32-II du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, ainsi que leur attribution gratuite à tous les Actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique ;
- fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques desdits bons.

Cette délégation serait accordée pour une durée expirant à la fin de la période d'offre publique visant la société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la présente assemblée.

Le nombre maximum de bons qui pourraient être émis ne pourra être supérieur à 160 000 000 et le montant de l'augmentation de

capital qui pourrait résulter de l'exercice desdits bons ne pourra dépasser 160 000 000 euros étant précisé que ce montant viendra s'imputer sur les plafonds prévus aux résolutions 6 et 7 de la présente Assemblée Générale.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, en vue de la confirmation par une assemblée générale prévue à l'article L.233-32 III du Code de commerce, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Mazars
Loïc Wallaert

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés (9^e et 11^e résolutions)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Directoire de la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés, pour un montant maximum de 15 000 000 euros, opérations sur

lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette ou ces augmentations de capital sont soumises à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et L. 3332-20 du Code du travail.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois la compétence pour décider une ou plusieurs augmentations de capital et de

renoncer à votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Votre Directoire vous propose également de l'autoriser, pour une durée de 18 mois, à utiliser en période d'offre publique portant sur les titres de la société cette délégation de compétence (11^e résolution).

Il appartient à votre Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport de l'organe compétent relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital qui serait décidée nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Directoire.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital serait réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation par votre Directoire.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Riou

Mazars

Loïc Wallaert

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital social ou à l'attribution de titres de créances avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription (6^e, 7^e, 8^e et 11^e résolutions)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Directoire la compétence de décider de différentes émissions d'actions ordinaires et de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose sur la base de son rapport de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence de décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose le cas échéant de supprimer votre droit préférentiel de souscription :

- émissions d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières pouvant être libellées en monnaies étrangères donnant accès par tous les moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription (6^e résolution) ;
- émissions d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous les moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription (7^e résolution).

Votre Directoire vous propose également, dans la 11^e résolution, de pouvoir utiliser ces délégations en cas d'offre publique portant sur les titres de votre société, dans le cas où le premier alinéa de l'article L. 233-33 du Code de commerce est applicable.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises immédiatement ou à terme ne pourra excéder 1 500 000 000 euros au titre des 6^e, 7^e et 11^e résolutions.

Le nombre de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 6^e et 7^e résolutions pourra être augmenté dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, si vous adoptez la 8^e résolution.

Il appartient à votre Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113, R. 225-114 et R. 225-117 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du

Directoire relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions de valeurs mobilières qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Directoire au titre de la 7^e résolution.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la 6^e résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les émissions de valeurs mobilières seront réalisées et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans la 7^e résolution.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de ces autorisations par votre Directoire en cas d'émissions d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription et d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Mazars
Loïc Wallaert

Rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital social par annulation d'actions achetées (10^e et 11^e résolutions)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A., et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209, al. 7, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, d'au maximum 16 000 000 de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209, du Code de

commerce Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois (5^e résolution).

Votre Directoire vous demande de lui déléguer au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées (10^e résolution).

Votre Directoire vous propose également de l'autoriser, pour une durée de 18 mois, à utiliser en période d'offre publique portant sur les titres de la société cette autorisation (11^e résolution).

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 21 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

Mazars
Loïc Wallaert

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

PEUGEOT S.A. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE LE MERCREDI 3 JUIN 2009

CE DOCUMENT EST À RETOURNER À :
la banque ou à l'intermédiaire financier chargé
de la gestion de vos actions
(à renvoyer dans la même enveloppe que le formulaire de vote)

Je soussigné(e),

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☐ Société ☐

Nom (ou dénomination sociale) :

Prénom :

Adresse :

N° : Rue :

Code postal : Localité :

Adresse électronique :

Propriétaire de actions nominatives de Peugeot S.A.

et/ou de actions au porteur de Peugeot S.A.

demande l'envoi, en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, des documents et renseignements relatifs à l'Assemblée Générale du 3 juin 2009, énumérés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Mode de diffusion souhaité (par défaut, diffusion électronique par e-mail) :

par e-mail ☐ par courrier postal ☐

Documents souhaités :

en français ☐ en anglais ☐

Fait à : le : 2009

Signature

AVIS – Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les Actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code précité à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra en être portée sur la présente demande.

PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 234 048 798 euros

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél. : 33 (1) 40 66 55 11 – Fax : 33 (0)1 40 66 54 14

www.psa-peugeot-citroen.com